

« Les attentats ont ouvert l'espace du débat »

Pour Michel Wieviorka, les attentats ont suscité un début de réveil citoyen et intellectuel. Mais le politique est en crise : en France comme en Europe.

Michel Wieviorka

Né le 23 août 1946, ce petit-fils de victimes de la Shoah est un sociologue français reconnu. Spécialiste de la violence, du racisme et du terrorisme, il a publié de nombreux ouvrages, dont le primé « Société et terrorisme ». Publiquement de gauche, il est proche de Martine Aubry et a récemment cosigné avec elle une tribune dénonçant la politique adoptée par François Hollande.

Le sociologue français Michel Wieviorka, spécialiste du racisme et du terrorisme, était à Bruxelles au début de cette semaine, pour inaugurer la nouvelle Maison des sciences humaines de l'ULB. Nous l'avons rencontré pour évoquer le climat post-attentat en France et en Belgique.

Nos sociétés ont-elles changé depuis les attentats ?

Non seulement les attentats changent la vie sociale, mais si je prends la France, qui a connu le drame de janvier puis de novembre 2015, je note d'énormes différences dans la société. Les attentats de Charlie, qui ont été un choc énorme évidemment, ont suscité des choses qu'on n'a pas observées le 13 novembre. C'était spectaculaire, il y a eu une énorme manifestation de rue avec une mobilisation internationale. Dans la société, un débat a été avorté, notamment sur la question des Juifs et des musul-

mans. Au lendemain des attentats, le gouvernement a décrété une minute de silence qui n'a pas été observée par un certain nombre de jeunes.

Pourquoi ont-ils refusé ?

Ce refus avait certainement une dimension un peu glaue, peut-être vaguement antisémite, peut-être de compréhension vis-à-vis des tueurs qui avaient vengé le prophète. Il y avait aussi, et surtout, le sentiment, dans la société française, qu'il y avait deux poids et deux mesures. Un journal qui blasphème, qui s'en prend au prophète et qui a le droit de le faire. De l'autre côté un humoriste comme Dieudonné qui dit des choses sur les chambres à gaz et sur les Juifs qu'on sanctionne. Comme si on avait le droit de dire n'importe quoi sur les musulmans et rien sur les Juifs. C'est ce qui était sous-entendu et ce débat a eu pour effet de stigmatiser les musulmans. Tout musulman était soupçonné de peut-être avoir un peu de compréhension pour le crime.

Et depuis le 13 novembre ?

Je trouve que, paradoxalement, le 13 novembre a permis que les choses évoluent autrement. Si j'observe le monde musulman après les attaques, il n'y avait pas une voix pour ne pas être ému, pour protester contre quoi que ce soit. Au contraire, on a vu cette communauté aller dans les églises le soir de la messe de Noël pour dire « on vient pour vous soutenir et empêcher ces attaques ». Des opérations de « mosquées portes ouvertes » ont été lancées. Les musulmans en France ont pu s'afficher en tant que tels dans l'espace public et se sentir un petit peu moins disqualifiés ou stigmatisés.

Que s'est-il passé au niveau

politique ?

Les réactions du pouvoir ont d'abord été très réussies, on l'a vu dans les sondages. Ensuite, très vite, ces attentats ont ouvert l'espace du débat. C'est très étonnant. Le président a annoncé la déchéance de nationalité qui aurait dû faire l'union sacrée. Mais ça a suscité d'énormes débats et accéléré la crise politique française préexistante, notamment celle de la gauche et du pouvoir. Le début d'un réveil de la citoyenneté à gauche s'est accéléré. En quelques semaines, on a cessé

d'entendre uniquement les intellectuels médiatiques habituels comme Finkielkraut, Debray etc., que je mets plutôt du côté du conservatisme et de la réaction.

Donc l'élan citoyen des Français est arrivé en même temps que la crise de la gauche au pouvoir ?

Oui et c'est paradoxal. La crise du politique s'est doublée d'un début de réveil citoyen et intellectuel. Je peux vous en parler personnellement. J'ai participé à deux projets impensables six mois auparavant : un appel pour une primaire à gauche et, quelques semaines plus tard, à un appel qui a fait beaucoup de bruit en France pour dire « trop c'est trop », notamment autour du débat sur la déchéance de nationalité. Il me semble donc que le 13 novembre a été un tournant. Après, peut-être que ce qui se joue est avant tout la montée du Front national. Je ne dis pas que ça va mieux, je dis simplement qu'il y a une inflexion qui n'était pas possible avant.

Malgré la prise de parole de la communauté musulmane, on remarque l'augmentation des propos islamophobes...

En effet. Les attentats ont en fait clarifié la fragmentation de la société française, sa fragmentation politique. Aujourd'hui tout le monde à gauche se demande :

"Est-ce qu'il y a deux gauches ?", "Sont-elles conciliables ?". Il y a un an, on ne parlait pas ainsi. La dissociation s'est clarifiée. Je ne suis pas en train de vous dire que le monde musulman va mieux, il est bien plus menacé qu'il y a six mois. Il est sujet à islamophobie, au Front national qui monte et à une droite de plus en plus dure. Mais, en même temps, il n'est plus soupçonné comme il a pu l'être d'avoir de vagues penchants terroristes.

Les instances de représentation musulmanes sont-elles en mesure de contrer le discours islamophobe ?

Non, bien sûr que non. Il manque à la France une perspective de gauche. Il y a un énorme espace entre Valls et Mélenchon dans lequel les gens veulent débattre et personne ne le remplit. Le jour où il le sera, je pense que les musulmans seront mieux traités qu'ils ne le sont aujourd'hui. Mais la crise des migrants n'aide pas...

Cette crise fait vaciller l'Europe...

L'Europe en tant que telle s'est beaucoup mieux comportée avec les migrants que les États européens. L'Allemagne, même si on peut faire des critiques, est le seul pays à avoir eu une attitude saine. Peut-être pour des raisons économiques ou démographiques, mais pas seulement à mon avis. Cette crise oblige l'Europe à mieux se positionner et à réfléchir à sa capacité de construire une diplomatie, une défense, une politique plus constructive. Il va falloir être très vigilants car, si l'Europe n'arrive pas à régler cette question des réfugiés, elle va exploser. Et elle ne se reconstruira pas comme ça. Les égoïsmes nationaux poussent dans cette direction. ■

Propos recueillis par
LISELOTTE MAS (St.)



MICHEL WIEVIORKA

Le séisme

Marine Le Pen
présidente

Robert Laffont

234 pages, 18,50 €